

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MERCREDI

15

OCTOBRE

1975

n° 13

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## Giscard en URSS HALTE AUX PRESSIONS SOVIETIQUES

À l'occasion du voyage en URSS de Giscard d'Estaing, des accords doivent être signés sur la coopération dans les domaines de l'aéronautique et du tourisme; une déclaration politique commune doit être adoptée, et l'on a murmuré que Brejnev pourrait relancer la vieille idée soviétique que d'un « traité d'amitié ». Sans trop de conviction : un diplomate français a pu estimer : « ce ne sera pas un voyage historique... l'essentiel consistera à bien emballer et à présenter le mieux possible ».

Ce voyage s'effectue en effet sous le signe des difficultés causées à l'attente construction d'une Europe capitaliste indépendante des super-puissances par la pression que l'URSS exerce dans la

région. Pression militaire d'abord : les 600.000 hommes, les 1.500 fusées, les 6.500 tanks que l'URSS entretient en Europe de l'Est, la flotte de guerre de plus de 50 navires qui croisent en Méditerranée sont une menace potentielle permanente pour la sécurité de l'Europe occidentale.

Pour les bourgeoisies européennes, qui avaient fait en 1945 le choix de se soumettre à la puissance américaine, dirigée alors contre une URSS encore socialiste, il est de plus en plus difficile de revenir sur ce choix : le soutien militaire de l'impérialisme US leur permet de faire face à cette menace sans ruiner totalement leur économie par un effort de guerre démesuré. Le pari gaulliste avait consisté à

secouer la tutelle américaine en misant sur l'avenir d'une Europe dégagée des USA, sous leadership français. En 1966, le voyage de De Gaulle à Moscou signifiait aux USA une volonté de diplomatie indépendante, « d'équilibre » des relations. On en est bien loin aujourd'hui.

Bien qu'ils aient connu un développement important, les échanges entre la France et l'URSS ne représentent que 2 % du commerce extérieur de la France ; la France vient loin derrière les Etats Unis, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon : les produits français se sont révélés peu compétitifs, et on en a encore un exemple dans les difficultés rencontrées par Pechiney Ugine Kuhlman pour la construction d'une usine d'aluminium en URSS, face à des concurrents américains.

Pour l'URSS, en effet, le but poursuivi était différent : si elle a semblé soutenir la volonté d'indépendance gaulliste, d'y préparer sa pénétration. Les années qui ont suivi l'ont vue généraliser cette politique en Europe de l'Ouest, profiter par exemple de la soif de marchés de la bourgeoisie ouest-allemande pour lui imposer toute une série de conditions politiques à l'occasion de la signature de divers traités. Sa pression militaire lui permet en même temps d'obtenir des usines à bon marché et des crédits avantageux.

Depuis, l'URSS fait ouvertement campagne contre toute tentative d'unification politique et militaire de l'Europe de l'ouest. La revue « Temps Nouveaux », éditée en URSS à destination de la France, accusait au mois d'août, les pays de la CEE d'avoir « concerté leur ligne de politique extérieure, mettant l'accent sur leur appartenance à la « petite Europe » et sur la « solidarité atlantique ». Elle attaquait aussi l'idée de « défense

suite page 8



L'appel incessant aux investissements étrangers en URSS : une conséquence de la part exorbitante du budget consacré aux forces militaires d'agression

## la justice en question jusqu'à quel point ?

L'inculpation du juge Pascal, survenant après l'incarcération d'un directeur d'entreprise par le juge De Charette, les nombreux commentaires que ces affaires ont suscités, ces faits sont révélateurs des contradictions qui secouent l'appareil judiciaire. Dans la crise politique d'ensemble qui touche la bourgeoisie, la justice n'est pas épargnée. Cet important pilier de l'ordre bourgeois est aujourd'hui contesté de l'intérieur par des magistrats qui refusent de jouer le rôle qui leur est assigné : les magistrats regroupés dans le Syndicat de la Magistrature ou proches, remettent en cause principalement le secret de l'instruction. Ce règlement permet d'écarter les masses du processus de la justice, il constitue une barrière de protection pour les représentants de la bourgeoisie

qui sont inculpés, mais par contre, quand c'est un élément du peuple qui est devant les tribunaux, et c'est le cas le plus fréquent, il l'isole, le laisse démuné face à l'arsenal juridique. C'est pour avoir remis en cause ce règlement que le juge Pascal se trouve aujourd'hui poursuivi, c'est pour les mêmes motifs que le juge Dujardin avait été sanctionné l'an dernier. Le développement des actions des juges est lié aux luttes menées par les travailleurs pour exiger sur différentes affaires que la vérité soit faite, que les responsables soient démasqués et condamnés : mobilisation populaire à Bruay-en-Artois, luttes pour imposer la sécurité du travail à Usinor-Dunkerque, lutte pour un tribunal populaire pour dénoncer

suite page 4

### INTERVIEW DU JUGE PATUREAU

membre du syndicat de la magistrature

Quotidien du Peuple Pourquoi une répression s'exerce contre des magistrats comme le juge Pascal, le juge Dujardin et qu'elle en menace d'autres comme Charrette, par exemple ?

Le trait commun à ces trois affaires, c'est les actes posés par ces trois magistrats, c'est en partie le problème du secret sur l'instruction.

Nous sommes d'accord avec la démarche que le juge Pascal (qui n'appartient pas au syndicat de la magistrature) a effectuée pour la levée du secret. Etant entendu que le syndicat de la magistrature, dans son souci de restituer la justice au peuple au nom duquel elle est rendue, considère que le secret est une confiscation au profit du pouvoir hiérarchique.

Dans le cas du juge Pascal, c'est une poursuite, non pas pour violation du secret de l'instruction, mais du secret professionnel. C'est à peu près assimilable. Il y a deux dispositions pénales qui interdisent au juge d'instruction de s'exprimer.

Nous sommes pour la levée du secret mais sous deux réserves : que cette levée du secret ne porte aucun préjudice aux personnes privées, ni au bon fonctionnement de la recherche de la vérité.

Le secret a été institué notamment pour préserver la vie privée des gens qui sont impliqués dans une affaire de justice, ce qui est parfaitement admissible. Nous sommes pour une justice sans secret, sous les réserves indiquées.

Le secret de l'instruction est à sens unique. On poursuit le juge Pascal à la demande d'une partie privée (M. Leroy) mais on pourrait poursuivre le ministère de la justice qui a, dans l'affaire Portal, révélé l'entier dossier de cette affaire (c'est une atteinte à la vie privée). Dans l'affaire du jeune Jean Pierre de Bruay, le procureur de Paris a annoncé qu'on avait arrêté le coupable, alors que par la suite, le jeune Jean Pierre n'a pas été condamné par le tribunal pour enfant.

suite page 4

## Versailles un proces qui tombe à pic

voir notre reportage

### la vie du journal

# gagnons la bataille de la diffusion

Notre Quotidien n'est pas présent dans tous les kiosques, et il n'est pas affiché dans tous les kiosques où il arrive. C'est un obstacle important à l'élargissement de la diffusion. C'est pourquoi l'aide de tous les lecteurs est précieuse pour améliorer la distribution du journal et de là, sa diffusion. De nombreux camarades nous ont déjà écrit pour cela :

- Des lecteurs solés se sont mis de leur propre initiative à faire le tour des kiosques de leur localité ou de leur quartier pour contrôler l'affichage du Quotidien, et nous ont envoyé le détail de leur enquête. Ces camarades demandent la carte de correspondant pour faciliter leur travail : ils veulent la recevoir.

- D'autres, en grand nombre nous ont demandé d'acheminer le journal dans le kiosque le plus près de chez eux, transformant ainsi leur abonnement en souscription.

Aujourd'hui, grâce à tous ceux-là et à tous les lecteurs, notre réseau de diffusion commence à s'améliorer, et correspond davantage aux besoins des travailleurs.

C'est un travail qu'il faut continuer.

Certains lecteurs nous disent qu'ils ont accompagné leurs réclamations auprès du responsable local Hachette (dépôt NMPP, maison de la presse...) d'une lettre qu'ils avaient écrite avec le marchand de journaux lui-même. C'est le moyen le plus efficace. Suivons leur exemple !

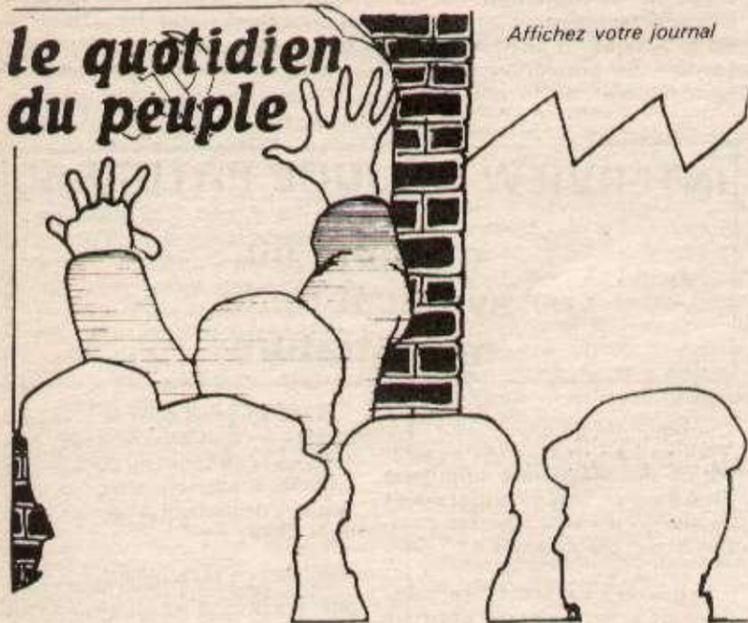
D'autres camarades nous expliquent qu'au niveau local ils se voient refuser toute modification dans la répartition des journaux. Ce refus

est tout à fait contraire au règlement des NMPP. Au niveau d'une localité, vous pouvez obtenir les modifications que vous désirez sans attendre l'intervention de notre service des ventes.

- D'autres enfin, en oubliant de noter l'adresse complète du kiosque qu'ils mentionnent, rendent complètement inefficaces toutes les démarches que nous pouvons faire pour appuyer leurs réclamations !

Il s'agit bien, par ce travail patient d'ajustement de notre réseau, d'assurer au Quotidien du Peuple une diffusion la plus large possible, à la mesure de l'intérêt qu'il suscite. Dans le même but, de nombreux lecteurs nous ont commandé du matériel de publicité. D'autres ont commencé à faire circuler leur journal autour d'eux, l'affichant sur les panneaux syndicaux...

Mais aujourd'hui il est possible de passer à une étape supérieure : il est possible de concrétiser tout ce capital de curiosité et de sympathie pour le journal que nous avons pu susciter. C'est pourquoi nous proposons que tous les lecteurs qui le peuvent achètent à leur kiosque un journal supplémentaire pour tel camarade de travail, un voisin, un ami... qui devienne un lecteur régulier du Quotidien du Peuple, et d'ici quelque temps, l'achète à son tour lui-même en kiosque. L'expérience du camarade des Aubrais-Orléans (voir le Quotidien d'avant hier), montre que c'est possible. Nous pouvons trouver autour de nous des camarades qui comprendront notre effort et ne demanderont pas mieux que de s'y associer en achetant régulièrement le journal si nous leur en montrons la nécessité !



## Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie .....  
(nom précis de la librairie)  
au kiosque .....  
de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville .....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien  
Veuillez donc en mettre en dépôt ..... (nombre)

# DANS NOTRE COURRIER...

### DE STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS

Dans le Quotidien du Peuple n° 10, je lis un petit article en page 4 à propos de la mort d'un bébé, due à une intoxication au plomb provoquée par la pommade «souveraine».

On y dénonce l'état d'ignorance dans lequel la société actuelle maintient le peuple, quant à ses problèmes de santé. Ceci est tout à fait juste, mais tout à fait insuffisant.

L'article explique que «la pommade est vendue par des guérisseurs et charlatans pour qui, seul, l'argent compte». Voilà qui fera plaisir à la bourgeoisie, car tel est le thème de la campagne qu'elle a orchestré autour de cette affaire. Son but : faire croire que les «charlatans» sont les seuls à placer le profit au dessus de toute autre préoccupation. Alors que, c'est bien connu, la médecine officielle et les laboratoires pharmaceutiques n'ont comme seul but que de chercher la guérison de tous les maux dont nous souffrons, et ceci par pure philanthropie.

En fait, on estime à 10 000 par an, en France, le nombre de morts consécutives à l'administration de médicaments officiels (par intolérance, par incompatibilité, par erreur, etc...). De cela, les journaux, la radio, la télé ne parlent pas, et pour cause.

Un deuxième élément d'information permet de mieux situer les rapports entre médicament et profit. Très souvent en France, les nouveaux médicaments, avant d'être commercialisés, sont expérimentés sur des hospitalisés, et en particulier sur des vieillards des hospices et ce, à leur insu. Or, les premiers essais destinés à s'assurer de la non-toxicité du produit, sont effectués sur de petits animaux (souris, cobayes).

Dans beaucoup d'autres pays, on expérimente ensuite sur le singe, dont l'organisme se rapproche plus de celui de l'homme. Mais, en France, le singe coûte «trop cher», donc on s'en passe. Très souvent, on saute ainsi du cobaye à l'homme sans intermédiaire, et tant pis pour les vieillards qui en seront victimes, si le produit est toxique.

En conclusion, s'il est nécessaire de dénoncer le scandale criminel du charlatanisme escroc, il ne faut pas pour autant tomber dans le panneau de la bourgeoisie, qui en montant en épingle cet événement, essaie de prouver son attachement à la santé du peuple et de cacher les innombrables crimes qu'elle commet au nom du profit maximum.

### UN COUPLE DE SYMPATHISANTS DE ST-DENIS

Nous aimerions que paraisse un article sur l'Angola, mettant en avant la récente déclaration de la Chine qui conseillait l'unité des trois mouvements, faisant ainsi pièce aux calomnies de la presse bourgeoise, d'après laquelle les chinois soutiendraient le FNLA de concert avec Mobutu et les américains contre le MPLA soutenu par les russes.

Nous reviendrons sur ce sujet, mais voici déjà la position des camarades chinois telle qu'elle a été publiée dans «Pékin Information» n° 39 du 29 septembre (extrait d'un article du Renmin Ribao du 19 septembre)

Le peuple chinois (...) a toujours traité sur un pied d'égalité et avec la même attitude amicale les trois organisations de libération angolaises, nées dans la lutte armée, contre la domination coloniale portugaise, et il a apporté toute l'assistance possible à leur lutte. (...)

Nous espérons qu'elles régleront leurs divergences par des consultations pacifiques afin de s'unir face à l'adversaire, en ayant en vue la situation d'ensemble du pays et surtout les intérêts nationaux.

### DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.



### DE ROANNE

Nous avons fait une réunion de critique du quotidien. Y étaient présents cinq ouvriers et ouvrières, une employée et un enseignant, tous révolutionnaires, syndicalistes ou communistes.

Tous ont souligné l'intérêt du quotidien, même pour eux qui ne sont pas en général marxistes-léninistes. Le Quotidien du Peuple est un journal différent, qui parle des questions qui préoccupent effectivement la classe ouvrière. Un camarade, délégué CFDT, a insisté sur l'intérêt que représente le fait, de la part des journalistes, de systématiser les informations, les lettres reçues de tous côtés, et d'en tirer une analyse de classe, un point de vue politique. Ce camarade, qui n'est pas marxiste léniniste encourage le quotidien à persévérer dans cette voie, et à améliorer sa perception prolétarienne des événements.

Nous avons discuté du format du journal. Si certains trouvent que douze pages seraient mieux, permettant de parler de plus de choses, la plupart des camarades pensaient qu'il ne fallait pas alourdir le contenu. Ils sont contents de la quantité d'information traitée. Ce problème est lié au problème du temps : après huit heures de travail, compte tenu d'activités syndicales et politiques, il reste peu de temps pour lire le journal. Car avec un journal comme le Quotidien du Peuple, on ne se contente pas de regarder les titres. Quand ils lisent le quotidien, les camarades le lisent à fond, l'étudient. Un camarade ouvrier disait : C'est bête qu'il ne sorte pas le samedi et le dimanche, c'est les seuls jours où on a le temps de lire les journaux. Je pense qu'une possibilité de répondre à cela, serait de sortir dans un premier temps, un numéro de douze pages le vendredi, avec des articles de fond sur l'actualité, la politique, les arts, la télé, et...

Le journal n'insiste pas suffisamment sur la démystification de la politique bourgeoise, de Giscard, comme de Marchais. L'ouvrier qui entend parler des nouvelles lois, des déclarations de tel ou tel député, etc, à la radio sera content de trouver une opinion m.l. sur ces questions, présentée de façon sérieuse, ou même ironique.

De même, le Quotidien du Peuple est encore trop sérieux. Les idées ne manquent pas : dessins, caricatures, bandes dessinées, articles satiriques, etc... Il existe beaucoup de possibilités de rendre attrayant, accrocheur tel ou tel article. Un camarade a cité une des clés de la popularité du quotidien «Le Midi Libre» : un dessin humoristique, tous les jours, à la même place. Une telle technique, traitée de manière politique ne nuirait pas au Quotidien du Peuple, au contraire. Tout en reconnaissant les difficultés d'un tel projet, les camarades en regrettent l'absence.

En conclusion, une réunion intéressante, qui permettra au quotidien de s'affirmer en se corrigeant, comme le Quotidien du Peuple, et nous permettra d'avancer politiquement. La discussion sur le quotidien a en effet suscité des discussions sur ce qu'est le Parti de Type Nouveau, sur le rôle du militant politique dans une usine, etc...

Salutations communistes.

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :  
Y. CHEVET  
Imprimé par Roto-Nation  
Diffusé par les NMPP

# LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

## la situation économique -1-

La bourgeoisie tente de nous faire croire que la situation actuelle se résume à une crise économique déclenchée par celle du pétrole. Retracer l'évolution de l'économie française dans son cadre historique est donc une nécessité pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui.

### DESAGREGATION DE L'EMPIRE COLONIAL FRANCAIS

1er novembre 1954 : il y a six mois que la sale guerre en Indochine vient de se terminer par la défaite de l'impérialisme français. C'est le début d'une guerre de près de 8 ans en Algérie pendant lesquels la bourgeoisie française va tenter de résister au mouvement d'indépendance nationale pour sauvegarder ses intérêts coloniaux... Et ils sont importants puisque, par exemple, en 1958, 30% des exportations françaises se font vers «l'Union française» (Afrique du Nord, Afrique noire.)

Avant même que ne s'achève la guerre d'Algérie, de Gaulle octroie l'indépendance politique aux pays d'Afrique pour éviter que des mouvements populaires ne chassent, les armes à la main, l'impérialisme français et pour mettre en place des gouvernements fantoches (F.Youlou, Tsiranana...), «coopérants» et compréhensifs. Ce passage du colonialisme au néocolonialisme s'effectue au moment où la suppression des barrières douanières en Europe intensifie la concurrence entre les différents impérialismes. Cela se traduira par un recul de la domination française sur sa zone d'influence, au profit notamment de l'impérialisme allemand et U.S.

### RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Mais la portée de ces changements est plus profonde. La contrepartie de cette transformation des rapports internationaux de la France est un important mouvement de restructuration du Capital de France (textile, sidérurgie, chimie...) qui se développe tout au long des années 60. Il aboutit à des structures industrielles renouvelées, plus «compétitives». Comme le réclamait le Ve Plan. Le plan de stabilisation de 1963 et la stagnation économique qui en résulte jusqu'en 67-68 crée les conditions de cette mise en ordre des structures industrielles et financières du capitalisme français et tente d'en faire payer le prix aux travailleurs comme aux paysans.

### ESSOR DES LUTTES

Mais ces transformations sont un puissant facteur d'aiguinement des contradictions de classe en France même. Le chômage se développe fortement de 64 à 67 (il passe alors de 110.000 à 240.000). Le salaire réel baisse. Les perspectives de la «société de consommation» masquent de moins en moins bien l'intensification de l'exploitation à l'usine. Ainsi, après les années de répit du début de

l'ère gaulliste. Les luttes de classes reprennent dès 1963 (grève des mineurs) et surtout en 67, pour aboutir au mouvement d'occupation des usines de mai-juin 1968. De nouvelles grandes luttes suivront : celles des O.S. et immigrés de 70-72, celle des postiers à l'automne 74 et tout récemment les centaines d'entreprises occupées.

L'essor des luttes a un impact économique important.

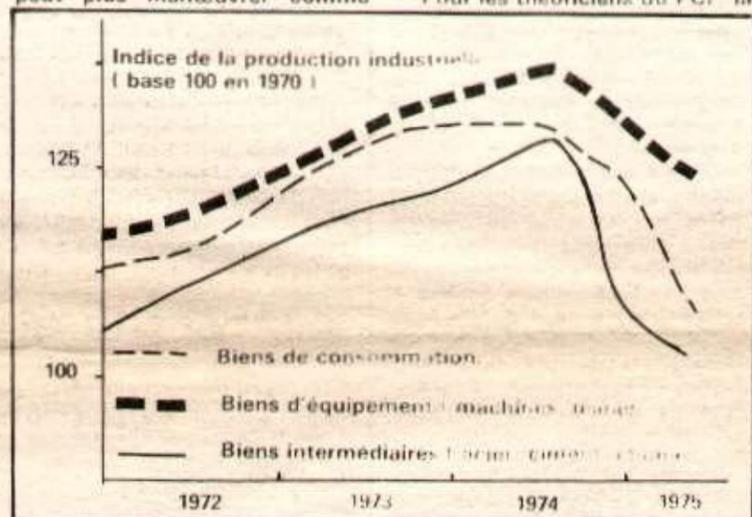
La lutte pour les salaires contrecarre les tentatives du patronat de relever leurs profits par le double jeu de l'inflation et du blocage des salaires. Les luttes pour l'emploi, ont une portée encore plus décisive puisqu'elles entravent les mouvements de restructuration du capital. Dans un climat de «tension sociale», la bourgeoisie ne peut plus manœuvrer comme

ce sont les luttes de libération nationale d'Afrique, d'Amérique Latine et surtout d'Asie et du Moyen Orient. Le fait nouveau qui apparaît au début des années 70, c'est la constitution avec le soutien de la Chine, de ce courant de résistance à l'impérialisme comme force politique : cela signifie qu'une unification s'opère entre les tentatives dispersées d'émancipation nationale.

La manifestation la plus spectaculaire c'est l'affaire du pétrole, mais le mouvement est beaucoup plus profond même s'il comporte des contradictions dues à la différence des régimes politiques des pays du Tiers-Monde.

### LA CRISE ACTUELLE

Pour les théoriciens du PCF la



l'exige «l'économie» : ses plans sont retardés ou même rendus inapplicables.

### LE BOULEVERSEMENT DES RAPPORTS INTERNATIONAUX

Depuis 1960, les rapports internationaux, issus de la seconde guerre mondiale, ont progressivement changé. Nous avons vu comment s'est transformée la domination de l'impérialisme français sur sa zone d'influence, mais d'autres bouleversements sont apparus.

L'Europe et le Japon sont devenus au milieu des années 60 des concurrents sérieux pour les USA. La balance commerciale des usages se dégrade peu à peu, en même temps que les dépenses militaires à l'étranger grandissent avec le développement de la guerre au Vietnam.

Le système monétaire international fondé en 1944 sur la base de la suprématie absolue des USA ne correspond donc plus à la situation des années 60. Cette discordance est à la base de la crise monétaire qui se développe à partir de 1967.

La naissance du social-impérialisme de l'URSS accentue les contradictions interimpérialistes car le nouveau venu dans le partage impérialiste du monde doit faire sa place au détriment des autres pays impérialistes (par exemple au Moyen-Orient).

Enfin, le mouvement d'indépendance nationale, qui s'est traduit pour la France, par la liquidation de l'empire colonial, a une portée universelle :

crise actuelle résulte essentiellement des mécanismes économiques internes du capitalisme (la baisse du taux de profit). Ils font ainsi l'économie de l'analyse des contradictions fondamentales du monde contemporain. Si l'économie est la base de l'évolution des sociétés, cela ne signifie pas que l'on puisse analyser concrètement une situation comme la crise actuelle du seul point de vue des mécanismes économiques. Fondamentalement, la crise actuelle est celle du système impérialiste. Elle résulte de la convergence de tous les bouleversements que nous venons d'évoquer : désagrégation de l'empire colonial, restructuration de l'industrie française, essor des luttes et transformation des rapports internationaux. A la base de tous ces bouleversements, on trouve les luttes du prolétariat et des peuples contre la domination impérialiste, la modification des rapports de force entre les classes et entre les camps. Mais en retour, les effets de ces bouleversements, notamment sur le plan économique, constituent les conditions, le cadre du développement des luttes actuelles.

C'est pourquoi nous présentons ici, un certain nombre d'aperçus sur la situation économique de l'impérialisme français dans la période récente. Ces éléments constituent une contribution au débat sur cette crise qui ne saurait être réduite à son aspect économique.

Michel FLORAC.



## recession de la production

En un an, de juin 74 à juin 75, la production industrielle a baissé de 10% (d'après l'indice corrigé des variations saisonnières). C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale que l'on constate un recul de la production. Pour avoir une idée de l'importance de ce recul, il suffit de dire qu'en juin 75, la production était revenue au niveau du début de l'année 72. Les mesures de politique économique prises par le gouvernement (nous y reviendrons), ont conduit à une croissance de la production jusqu'au premier semestre de 1974. Ensuite, c'est la dégringolade.

### ET DANS LES AUTRES PAYS ?

Aux USA, la production a stagné de janvier 1973 à septembre 1974 et, a ensuite diminué de plus de 15%, revenant au niveau de 1968. En Allemagne de l'Ouest, la récession a commencé dès la fin de 1973, le recul de production était équivalent à celui de la France, mais plus étalé dans le temps. Dernière référence : la GB ; comme en Allemagne, la récession commence tôt et a été précédée d'une année de stagnation.

Aussi la France est un des pays à avoir été atteint le plus tard par la récession et celle-ci est d'amplitude moyenne.

### L'EVOLUTION PAR SECTEUR

On distingue habituellement trois grandes catégories de production : les biens de consommation, les biens d'équipements, et les biens intermédiaires.

Ces derniers sont des produits qui sont retransformés par d'autres industries. On observe des différences d'évolution de ces 3 secteurs. Alors que la production des biens d'équipement continuait à se développer jusqu'à l'automne 74, celle des biens de consommation plafonnait dès le début de l'année 74.

Enfin la réduction d'activité a été tardive pour les biens intermédiaires. Ces différences temporelles sont la manifestation normale d'une récession. Par contre, il est plus significatif d'observer l'amplitude des variations de la production selon les secteurs.

En un an (du milieu de 74 au milieu 75), la réduction de la production des biens de consommation atteint 12%. Dans l'automobile, la réduction atteint 16% (la chute des immatriculations est plus rapide encore), elle est un peu plus faible dans les textiles (de l'ordre de 10%). Pour les biens intermédiaires, la récession atteint des proportions considérables : par exemple, plus de 30% au cours du premier semestre 75 pour la sidérurgie (le recul se poursuit encore), 18% pour le verre, 35% pour la chimie organique...

Cette diminution brutale est due

aux importants stocks constitués par les industries utilisatrices, par crainte de la hausse des prix. A partir du début de 1975, ces industries ont déstocké, c'est-à-dire puisé sur les stocks sans assurer les renouvellements.

Par contre, les industries de biens d'équipement sont relativement à l'écart de la récession. L'importante branche de la construction mécanique et électrique a au cours du premier semestre 75 un niveau légèrement supérieur à celui du premier semestre 74. De même, certaines productions lourdes de la mécanique (chaudronnerie, turbines pompes...) progressent légèrement par rapport à 1974.

### LES SIGNES DU REDEPLOIEMENT

Après avoir parlé pendant des années de la nécessaire restructuration de l'industrie, la bourgeoisie a mis aujourd'hui, à la mode, le terme de redéploiement. Doit-on y voir uniquement une arme que les patrons agitent pour justifier le chômage actuel ? Il est vrai qu'aujourd'hui ce thème est utilisé pour convaincre les travailleurs qu'il doit consentir des sacrifices dans l'intérêt de «l'économie nationale». Mais il est certain aussi que la bourgeoisie doit adapter son appareil de production à la fois aux nouveaux rapports internationaux (par exemple les nouveaux débouchés du Tiers Monde) et aux possibilités de consommation des masses que limite l'austérité actuelle.

On peut discerner dans l'inégale récession des branches, les signes d'un tel redéploiement.

S'il est trop tôt aujourd'hui pour tracer avec précision ce que serait ce «redéploiement» on peut toutefois en définir le mécanisme.

D'une part la récession actuelle, comme tous les ralentissements conjoncturels observés jusqu'à présent, est un excellent tremplin pour imposer aux masses mais aussi aux diverses couches de la bourgeoisie les adaptations du capitalisme aux nouvelles conditions du marché.

D'autre part, c'est au travers d'une concurrence internationale acharnée - dans laquelle les manœuvres politiques jouent un grand rôle - que se définira peu à peu la nouvelle spécialisation de chaque économie. Enfin, l'évolution du rapport de force entre les classes en France pèsera sur les conditions du redéploiement : la lutte sur les salaires, mais surtout, celle contre les licenciements peuvent au moins pendant un temps, limiter les mouvements du capitalisme.

Le redéploiement, ce n'est donc pas une simple affaire économique, mais la résultante des contradictions qui aujourd'hui constituent la crise.

politique

en bref...

**VIOLENCE:  
NOUVEAUX COUPS DE  
POING DE PONIATOWSKI**

Les opérations «coup de poing» ne seront plus réservées à la région parisienne. Poniatowski, sous prétexte de leur efficacité, les étend aux villes de Lille, Nantes, Grenoble et Nice. Leur efficacité contre la criminalité ? Il y a eu deux arrestations de plus à Paris en 1974, année de leur généralisation, qu'en 1973. Mais tel n'est pas le souci de Poniatowski, l'important pour lui, c'est de ficher, de contrôler, d'intimider les jeunes, «certaines catégories de la population». Recommandations appliquées avec zèle par la police. «*Quand on cherche un malfaiteur dans le métro, on «tape» d'abord des jeunes à cheveux longs, des sans travail, un Arabe*» (déclaration d'un flic à l'émission «Satellite» sur TF 1, jeudi dernier).

**DEUX PATRONS  
CONDAMNÉS**

A Murat dans le Cantal, le patron d'une menuiserie a été condamné à quinze jours de prison avec sursis, suite à la chute mortelle d'un ouvrier qui travaillait sur la toiture de l'entreprise, sans filet de protection. Quinze jours avec sursis pour un crime du travail, ce n'est pas cher payé !

Dans l'Eure, un patron est condamné à une amende de 86 000 F pour 114 infractions à la législation sur la sécurité du travail.

Essayer de commettre 114 infractions au code de la route, vous ne vous en tirez sûrement pas à si bon compte !

**LE CLISACT.  
COMMUNIQUE:**

Quatre mille six cents morts, cent mille mutilés, un million d'accidents du travail par an, tel est le sinistre bilan de l'organisation capitaliste du travail !

Suite à l'assassinat des 42 de Liévin, c'est le juge Pascal qui est déssaisi du dossier et menacé d'inculpation ; c'est le juge de Charrette qui devient la cible de la «grande presse» des patrons, pour avoir voulu faire payer la mort d'un ouvrier ; ce sont les deux médecins du travail dans le bâtiment à Toulouse, qui sont licenciés pour avoir voulu contrôler les postes de travail.

Ainsi, tous les jours, la bourgeoisie viole sa propre législation, en montre le caractère factice et hypocrite.

Ces actes grossiers montrent sa faiblesse et sa peur grandissante.

De Ferodo à Pennaroya, Usinor-Dunkerque, Liévin, la classe ouvrière a en effet montré, par sa lutte, son refus de verser son sang pour ses exploités.

Le Comité de Liaison det d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail mettra en œuvre tous les moyens pour que la lutte contre les crimes du capital s'intensifie et apporte son soutien aux initiatives de ces juristes et médecins qui ont décidé de mettre leur action au service des travailleurs.

Adresse du CLISACT : Dr M. BEC-CHIO - 56 rue des Guipons - 94800 - Villejuif -

LA JUSTICE EN QUESTION

suite de la page 1

suite de l'interview du juge Patureau

la responsabilité des Houillères après la catastrophe de Liévin... Les travailleurs ne veulent plus de cette justice qui protège les patrons mais frappe lourdement les travailleurs. La bourgeoisie a réagi sèchement au mouvement des magistrats, elle ne peut pas tolérer qu'un élément essentiel de son appareil d'Etat soit ainsi battu en brèche. Plusieurs juges ont déjà été sanctionnés, Foyer, Lecanuet ont directement menacé le Syndicat de la Magistrature, d'autres sanctions risquent de tomber.

Parce qu'ils refusent de se faire les complices d'une justice de classe, parce qu'ils se font l'écho dans leur pratique de la lutte des travailleurs, nous apprécions positivement les actions menées par les juges progressistes. Nous soutenons leur mouvement contre les projets répressifs de Lecanuet. Leurs actions prennent aujourd'hui une importance d'autant plus grande que le gouvernement manifeste son intention d'accroître sa répression, et qu'une campagne de presse est déclenchée contre les juges «trop cléments».

Mais, si le Syndicat de la Magistrature axe essentiellement sa campagne sur l'abolition du secret de la magistrature, c'est que son objectif est d'imposer «une justice égale pour tous», de rétablir la balance pour qu'elle cesse de favoriser les bourgeois. La plupart de ses membres pensent qu'il est possible dans ce système de tenir la balance égale entre exploités et exploités, entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui doivent le subir, de rendre une justice juste. Mais le caractère bourgeois de la justice ne tient pas seulement au secret de l'instruction, mais aussi et surtout à la

façon dont elle procède : instruction interminable, jargon incompréhensible, exclusion des travailleurs de la recherche de la vérité ; à la façon dont elle nie les contradictions de classe : au tribunal, il n'y aurait pas des ouvriers, des patrons, mais des «hommes» prétendument égaux.

Ce n'est pas cette justice que nous voulons : une justice bourgeoise débarrassée de ses tares les plus criantes. Nous voulons une justice qui s'appuie sur la mobilisation des travailleurs pour la recherche de la vérité. Ce rejet de la justice actuelle ne pourra déboucher sur une justice réellement au service du peuple qu'avec le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans, qu'après la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

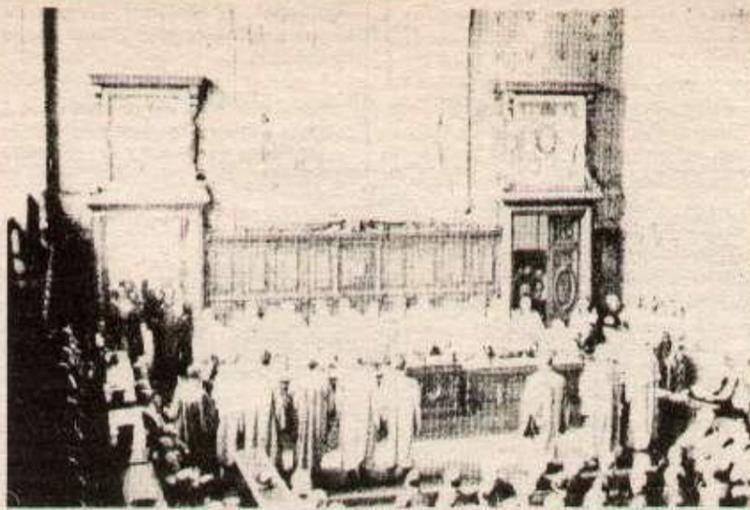
A Liévin, le Tribunal Populaire, l'inculpation de Coquidé, c'est le résultat d'une telle mobilisation, de la prise en main par les mineurs eux-mêmes de la recherche de la vérité, de la recherche des éléments permettant de confondre non seulement l'ingénieur mais les Houillères, le système capitaliste.

Ce rejet de la justice actuelle ne pourra déboucher sur une justice réellement au service du peuple qu'avec le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans, qu'après la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Le caractère positif des actions menées par les juges du syndicat de la magistrature, ne saurait faire oublier ces points essentiels. On lira ci-contre, l'interview du juge Patureau sur ces questions quelle justice veut le Syndicat de la Magistrature, quel rôle est dévolu aux masses dans cette justice.

Serge LIVET

Une profonde remise en cause de la justice



Assises de Versailles un proces qui tombe a pic

Au moment où toute une campagne de presse vise à soutenir les déclarations de Lecanuet et Poniatowski, on peut dire que ce proces tombe au bon moment. Jacky Pietkiewicz, régleur P3 à Simca-Chrysler, est devenu malgré lui l'anti-délinquant parfait, l'assassin à «bonne motivation», l'exemple de cette «majorité silencieuse» en qui chaque français est sensé se reconnaître. On a fait de Jacky le travailleur modèle : bon fils et bon mari, ouvrier tel que l'aime la bourgeoisie. Qu'a-t-il fait ? Il a décidé de venger son père, assassiné dans des conditions particulièrement révoltantes par Grenouille, présenté, lui, comme l'exemple même du criminel irrécupérable. Ce fait divers, la bourgeoisie s'en est emparée, opposant «criminel irrécupérable» à «bon délinquant».

Inculpé de meurtre avec préméditation, car il a pris un couteau chez lui, Jacky passait hier devant la Cour d'Assises de Versailles. Le jury est aussi «populaire» que celui de Beauvais : deux femmes sur douze jurés, moyenne d'âge supérieure à 40 ans, commerçants et cadres... Pour lui, le choix est déjà entre la prison avec sursis et l'acquittement pur et simple, réclamé par ceux-là mêmes qui applaudissaient à la condamnation à mort de Bruno.

Versailles, le 14 octobre.

Le proces s'ouvre avec le cérémonial habituel des Cours d'Assises, devant une salle comble. Tout de suite, c'est l'interrogatoire de l'accusé. Jacky est calme : on lui a tellement

A votre avis, la levée du secret transformerait-elle profondément la nature actuelle de la justice ?

Sûrement, dans l'affaire de Béthune, il aurait été intéressant de permettre que le juge d'instruction ait pu publier un communiqué sous sa propre responsabilité. Il est tenu au secret ; seul les autres parties au procès peuvent informer le public ; le juge ne le peut pas, alors que c'est lui qui connaît le mieux l'affaire.

Dans une affaire comme Liévin qui a un tel retentissement, le public comprend mal que la justice ne s'explique pas, au moins de temps en temps, pour faire le point.

Quelle justice souhaitez-vous ?

Une justice plus transparente, pour que le maximum de la population puisse mieux comprendre la décision qui est prise en définitive.

Les travailleurs doivent-ils avoir une place privilégiée dans l'exercice de la justice ?

Ils font partie du peuple comme les autres catégories sociales. Il ne doit pas y avoir de justiciables privilégiés. Mais on doit rendre effectivement la justice égale pour tous. Dans le discours de Briey, le Garde des Sceaux nous accuse d'être partisans. Nous ne sommes pas des justiciers. Nous voulons une justice égale pour tous comme la loi nous y oblige. Jusqu'à maintenant, trop souvent, au niveau du résultat la justice était rendue plutôt en faveur d'une certaine catégorie sociale. Nous voulons appliquer la loi d'une manière égale à tous et l'on se rend compte alors que l'on se heurte à des privilèges, c'est là que la bât blesse.

Le juge Pascal n'est pas seulement menacé parce qu'il a violé le secret, mais parce qu'il a inculpé un notaire et un ingénieur des Houillères ?

Comme dans l'affaire Chapron, il a été fréquemment mis en détention provisoire, soit des mécaniciens de locomotive ou des chauffeurs routiers, ça n'a jamais suscité de protestations de ceux qui protestent contre l'intervention du juge de Charrette. Il y a des différences de traitement, de fait. Par le seul fait qu'on veut rétablir l'équilibre, on nous accuse tout de

suite d'être partisan. C'est mal interpréter notre intention à cet égard là.

En quoi le rejet, par les travailleurs, de la justice a une influence sur les positions du Syndicat de la Magistrature ?

Nous avons commencé à réfléchir entre magistrats sur la loi, sur nos jugements. On en a discuté avec les syndicats. Cette confrontation de notre travail avec la réalité de la vie nous a amené à une prise de conscience, indispensable. D'où notre volonté de faire la loi égale pour tous, quelles que soient les conséquences que cela puisse entraîner. Il y a de notre part la découverte de la véritable portée des textes, de l'inégalité de fait des décisions. Il y a de la part des travailleurs la découverte que le Syndicat de la Magistrature n'est pas complètement fermé à ces problèmes là.

L'attention que nous avons toujours apportée au Syndicat de la Magistrature, pour les problèmes du travail, est reprise aujourd'hui même par le Garde des Sceaux, dans son discours de Briey, c'est tout de même très important.

Lecanuet a affirmé un jour qu'il n'y avait pas deux justices : une pour les patrons, l'autre pour les ouvriers.

Au niveau des résultats, c'est faux. Nous, nous ne faisons pas une justice anti-cadre ou anti-patron. Nous appliquons la loi égale pour tous. Si on applique ce principe d'égalité, ça suscite des remous chez ceux qui étaient à l'abri de cette application égale de la loi.

La loi, elle-même, est-elle égale pour tous ?

La loi n'est pas neutre, évidemment, puisqu'elle est le résultat de la lutte politique, qu'elle est le résultat d'un compromis.

Si tous les juges de France appliquaient très exactement tous les textes en vigueur, avec la même vigueur, quelle que soit l'appartenance des gens, ça changerait beaucoup de choses.

Il faudrait avoir des juges parfaits ! C'est une boutade, mais c'est assez vrai.

délinquant : intelligence moyenne, ne se pose pas trop de questions, sens des responsabilités, «pas d'esprit de revendication», content de son sort, il n'a vraiment rien d'un criminel. En suivant le raisonnement de la psychologue, on voit petit à petit se dessiner le portrait du criminel parfait : non content de son sort, capable des pires irresponsabilités (faire la grève, par exemple), esprit revendicatif, voilà un futur délinquant bien connu...

Les autres témoignages n'apportent pas grand chose, et c'est sur le refus du juge de mettre Jacky en liberté pour cette nuit, que s'achève cette première journée. Motif : cette affaire a créé un climat trop «passionnel» pour que l'on risque la sécurité de l'accusé.

Eric BREHAT

# chômage, exode : un avenir dont les jeunes ne veulent pas

REPORTAGE  
A  
CHATEAURoux

A Chateauroux, reflet de l'Indre sous-industrialisée, ce sont des centaines de jeunes qui font leur valise pour travailler à Orléans ou à Tours, d'autres qui, semaines par semaines, viennent à l'ANPE pour constater qu'il n'y a toujours que 10 emplois pour... le Midi, d'autres enfin qui ont la « chance » de travailler et que la bourgeoisie estimant sans doute qu'ils en ont trop, envisage de licencier. Mais les espoirs du patronat local, comptant sur le peu de traditions de lutte, sont en train de s'effondrer.

A Chateauroux comme partout en France, des luttes se déroulent contre les licenciements, les réductions d'horaires, le chômage partiel, luttes sur lesquelles la bourgeoisie garde un silence complet. Comment satisfaire les revendications les plus essentielles, comment lutter contre le chômage. Ce sont ces questions qui sont aujourd'hui débattues à Chateauroux.



une publicité de l'ANPE : l'exode pour les jeunes.

Quand on arrive à la gare de Chateauroux, les dépliants publicitaires nous donnent une vision idyllique de la situation : une liste des industries qui n'en finit pas. Une fabrique de céramiques pour le bâtiment, une fabrique de fonte, une fabrique de pompes, aéronautique, textile, tapis. En fait, aux locaux des sections syndicales ou dans la rue, on a une toute autre vision. Nous sommes dans l'Indre, le 85<sup>e</sup> département français au point de vue économique. Chateauroux, en tant que chef-lieu, représente bien la situation désastreuse du département : deux seules boîtes emploient de la main d'œuvre relativement qualifiée : Leroy-Sommer, fabrique de pompes et la SNIAS, qui prépare huit cents licenciements, et le chômage partiel qui se développe au galop ; quant aux autres licenciements « ils existent, mais ils se font par petits paquets, on ne peut pas tous les connaître » nous dira un délégué CFDT au local de son syndicat. Une chose est sûre, il n'y a pas d'embauche. Les jeunes qui ont un CAP s'en vont travailler à Tours, Orléans. Quand ils sortent de l'école, c'est l'exode : « C'est quand même terrible, on est obligé de laisser les copains, de quitter la ville qu'on connaît bien » me dira un jeune de l'ANPE où deux autres jeunes viennent pointer. « Pensez-vous trouver du travail dans la région ? » Ils m'entraînent vers les panneaux d'embauche pour me convaincre : « Viens avec nous, viens te rendre compte toi-même » ; en tout et pour tout quelques annonces. Parmi elles une qui semble alléchante « on demande 50 tourneurs, 30 ajusteurs, 30 fraiseurs » mais... indique le panneau « hors du département ». « Alors tu vois me disent les deux jeunes, on ne va quand même pas aller bosser à cent bornes. » Bien sûr il y a des possibilités de logement mais au minimum ce sont des F3 qui sont offerts. Une femme passe avec sa

hille : « ça n'a pas changé depuis plusieurs jours ». Mais l'Indre, c'est aussi le salaire moyen du métallurgiste qui est de 30 % inférieur à la moyenne nationale, qui n'est déjà pas énorme. Mais ce n'est pas tout : le salaire minimum du manoeuvre est de 7,05 F (le SMIC est à 7,71 F). Comme le disent les délégués CGT « s'il n'y a pas d'abattement de zone officiel sur les salaires, c'est tout comme sur les salaires réels ». A Chateauroux, comme un peu partout, il y a une « quinzaine commerciale » : les hauts parleurs nous disent « achetez, achetez » ; « faites vous voler, oui » dira cette vieille dame dans le quartier de la gare, qui ne doit pas avoir grand chose pour vivre. Et les chômeurs, avec les maigres indemnités, les jeunes qui sortent de l'école sans travail, est-ce eux qui peuvent acheter ce qui est en vitrine ? Certainement pas.

L'Indre, comme d'autres régions ou départements, reflète la politique de la bourgeoisie qui transforme des régions entières en réservoirs de main d'œuvre, en déserts industriels, limitant les salaires au plus bas. A Chateauroux, d'ailleurs, les patrons ne s'en privent pas. Ainsi, à Leroy-Sommer, le patron, pour justifier les bas salaires déclare cyniquement : « je ne peux pas payer plus que ce qui se fait dans le coin », c'est ce qu'il appelle tenir compte « de la situation du marché du travail ». Mais les travailleurs de l'Indre ne se laissent pas faire, ils passent à l'offensive contre les bas salaires, pour la réduction d'horaire comme justement à Leroy-Sommer, où le grand patron Chavannes, « industriel avancé » est un des collaborateurs de la « réforme Suredreau », comme à Mecy, ou comme à la SNIAS où depuis de nombreux mois, les ouvriers multiplient les débrayages. Nous reviendrons sur la lutte à Leroy-Sommer dans notre numéro de demain.

R. Feuillet.

## REPRISE A INNO-MONTPARNASSE

Les employés d'INNO Montparnasse ont repris hier matin « On a repris avec des miettes » nous disent-elles. En effet, le patron « accorde » :

— Réduction d'une heure payée pour les horaires nocturnes.

— Réduction d'1/2 heure par mois pour les 50 heures.

— Augmentation de 30 à 50 Frs pour les salaires les plus bas des basses catégories. (ce qui ne concerne environ que 30 personnes sur les 130 employées).

« Le mouvement s'essouffait, la direction ne cédait pas, ce qu'il aurait fallu, c'est que les 3 « INNO » au moins s'y mettent, mais on n'y est pas arrivé. » Avec tout ce qu'on raconte sur la crise et le chômage il y en a qui ont cédé car le patron avait déjà menacé de fermer le magasin. Pendant la lutte, de nouveaux liens se sont tissés, pour elles, c'est un point très important, leur unité, elles veulent la garder pour être « prête à repartir » comme elles nous disent.

## VERS L'UNITÉ POPULAIRE A L'HÔPITAL

Lundi devait s'ouvrir un nouveau service à l'Hôpital Franco-Musulman de Bobigny. La CGT et la CFDT avaient appelé à une assemblée générale pour proposer l'occupation du service, afin d'obtenir plus d'effectifs. L'Assemblée Générale estimait que nous n'étions « pas assez nombreux pour occuper le service » : une quarantaine de soignants et d'ouvriers d'entretien étaient présents. Une camarade du PCR proposa alors de passer dans les services pour informer et mobiliser le personnel. Idée reprise et mise en pratique.

Pour nous, mobiliser les travailleurs pour la lutte, c'est nécessaire, c'est possible. Nous ne pensons pas, comme le prétendent certains trotskys dans la section CFDT, ou les révisionnistes dans la CGT, que l'obstacle principal à la lutte, c'est l'intoxication des travailleurs par le chantage à la crise. Nous posons la question par rapport à cette action : y a-t-il eu une réelle volonté de mobiliser les travailleurs ? Pourquoi certains militants CGT n'étaient-ils pas là ? Est-ce que leur absence ne montre pas quel type de soutien envisagent les révisionnistes dans la CGT ? Soutien en paroles, pas de mobilisation dans les faits !

A l'hôpital, le problème des effectifs, c'est celui de TOUT le personnel : ouvriers, aides-soignantes, administratifs, infirmiers... Comme le disait un ouvrier, « il n'y a pas que le problème des infirmières... » Seules des propositions qui fassent l'unité de TOUS pourront aider à dépasser le découragement apparent.

A l'hôpital, c'est possible de réaliser cette unité : le manque d'infirmières ne se reporte-t-il pas sur les aides-soignantes, et ainsi de suite. Par exemple, pendant ce week-end, un service de réanimation a dû transférer ses malades dans les autres services, car il n'y avait pas assez de personnel pour assurer les soins. De même, le service d'urgence doit être un vrai service de diagnostic et non un hangar où on parquera les malades pendant 24 H. Dans les services, organisons une enquête pour savoir combien il manque de personnes. Car on doit lutter pour l'augmentation des effectifs, en réclamant l'embauche, fermée aux nombreux chômeurs de Seine Saint-Denis, en particulier aux femmes. Ce n'est pas seulement nos conditions de travail qui sont en jeu, mais la sécurité des travailleurs malades, et le droit au travail des chômeurs !

Correspondant. Hôpital Franco-musulman de Bobigny.

# des syndicalistes de Permali nous écrivent

Nous avons reçu, dans notre courrier, cette semaine, une lettre de camarades qui travaillent à l'usine Permali, à Nancy. Par leur lettre, les camarades entendent formuler « une critique constructive du journal ». Sur la manière dont nous avons rendu compte du 4 octobre, de « l'affaire » Chapron, de la

condamnation de Bruno... bref sur l'ensemble du journal. Bien sûr, nous répondrons directement et de manière détaillée à ces camarades, mais, il nous semble nécessaire de répondre dès aujourd'hui à un point de critique que l'on retrouve d'ailleurs dans d'autres lettres de lecteurs, concernant les questions syndicales. Les camarades nous reprochent en effet :

« Une critique systématique de l'organisation syndicale... Chaque fois que l'on critique la CFDT ou la CGT, sans apporter des solutions aux problèmes..., cela signifie pour les trois millions de travailleurs syndiqués à la CGT ou à la CFDT, être insultés ».

Effectivement, certains articles, certaines correspondances ont pu critiquer « les syndicats », « la CGT » ou « la CFDT » sans préciser en quoi c'était la ligne des directions confédérales, opposée aux intérêts des travailleurs syndiqués, qui était visée. Nous serons plus vigilants désormais car c'est bien une question d'importance.

Le droit à l'organisation syndicale, nous l'avons conquis par nos luttes ; ce droit, sans cesse la bourgeoisie le remet en cause, sans cesse nous avons à nous battre pour le défendre. Le syndicat, c'est

une arme de la classe ouvrière, « un outil pour lutter contre l'exploitation capitaliste sur notre force de travail », comme l'écrivent les camarades. C'est pourquoi nous y sommes attachés.

Mais qui dirige aujourd'hui nos syndicats, sur quels mots d'ordre, dans quelles perspectives ? Car quelles sont les revendications avancées par les confédérations ? Le SMIC à 1700 F ? Cela fait un an que nos camarades postiers se sont battus sur ce mot d'ordre, mais de combien a été la hausse des prix depuis. Les reclassements ? En juillet, c'est par dizaines de milliers, dans plus de cent usines occupées que les travailleurs répondaient « pas un seul licenciement ». Non, les mots d'ordre des confédérations ne sont pas les nôtres, nous les refusons, comme nous refusons l'accord confédéral CGT-CFDT qui condamne les comités de grève et prône les augmentations hiérarchisées.

Nous refusons d'avoir pour seule perspective à nos luttes la « victoire du programme commun », solution de replâtrage du capitalisme en crise.

Nous refusons la main-mise des faux communistes du PCF sur la CGT et les tentatives du PS pour accaparer la CFDT comme ce fut le

cas lors des soi-disantes « Assises pour le socialisme ». C'est pour cela que nous critiquons Maire et Séguy : pour les conceptions réformistes et révisionnistes qu'ils développent, qu'ils veulent nous imposer au nom d'une « discipline syndicale » à sens unique. Critiquer Séguy ou Maire, ce n'est pas une affaire de personne, c'est une question de ligne politique... Une ligne politique que la classe ouvrière, elle-même, refuse dans sa pratique quotidienne (Lip, Piron, Caron-Ozanne...) parce qu'elle aspire à un autre type de syndicalisme, à un syndicalisme qui renoue en masse, avec la lutte de classe, avec une conception unitaire et révolutionnaire des rapports du syndicat avec l'ensemble des syndiqués, des travailleurs.

Camarade, n'est-ce pas là ce que tu mets en œuvre, toi-même dans ton entreprise, toi qui rejette « la fausse presse dite de gauche, réformiste et révisionniste » et qui appelle en conclusion à « la mise en place d'un véritable organe d'information au service de la classe ouvrière pour la construction d'un véritable parti révolutionnaire ».

Elaborer ce journal, construire ce Parti de Type Nouveau, c'est bien ce à quoi nous travaillons, ce à quoi nous te proposons de t'associer.

Pierre Morel

## en bref

**Riches-Monts** (coopérative laitière), à Brioude dans la Haute Loire : Grève pour 1.700 F. et les 40 heures - **France Eléance** (Textile), à Saint Gilles Croix de Vie en Vendée : occupation contre la fermeture - **Bouzard** (Métallurgie) à Paris 12<sup>e</sup> : Grève pour des augmentations de salaire - **GEGE** (Jouets) à Montbrisson dans la Loire : Grève pour une augmentation de salaire et le 13<sup>e</sup> mois - **CAPAG-CETRA** (Construction-Métro) à Marseille : Grève pour de meilleurs salaires et 36 heures de travail sans diminution de Salaire pour ceux qui font des travaux souterrains.

# ESPAGNE interview du Front Revolutionnaire Anti-fasciste et Patriote

Quotidien du Peuple

*L'exécution des cinq camarades a soulevé, en France et dans le monde, une vague d'indignation contre le fascisme espagnol. Les révolutionnaires, la classe ouvrière, le peuple de France, ne peuvent en rester là. Ils ont besoin de connaître la situation politique en Espagne, le point de vue des révolutionnaires de ce pays, afin de pouvoir orienter leur action. Peux-tu nous dire où on en est, après les cinq assassinats ?*

FRAP : Ces cinq exécutions, il faut d'abord en voir les causes. Il s'agit d'une tentative pour intimider le peuple, pour arrêter ses luttes par la terreur. L'état d'exception, les assassinats, la multiplication des procès, mettent aujourd'hui à nu cette vérité fondamentale : le régime n'a pas changé de nature.

## DES PLANS BOUSCULÉS

Ces dernières années, une manœuvre s'était dessinée pour lui donner un visage prétendument libéral : Arias Navarro parlait d'ouverture, adoptait une soi-disant liberté d'association. A l'intérieur, l'appui des révisionnistes donnait une allure de vraisemblance à ces mesures. A l'extérieur, la propagande de l'impérialisme s'en saisissait pour démobiliser l'opinion publique. Mais pendant toute cette période, les arrestations se sont poursuivies par

milliers, cent anti-fascistes ont été assassinés, en cinq ans.

Ce qui est venu bousculer ces plans, c'est l'action des larges masses et des révolutionnaires. A l'automne 1974, des grèves de masse, avec de multiples affrontements violents avec l'appareil de répression fasciste, ont mobilisé, pendant quatre mois, un million de travailleurs. Ces mouvements faisaient suite à l'appel du FRAP à la grève générale révolutionnaire. A cette occasion, le mouvement des masses a posé le problème de la nécessité d'un nouveau pas en avant dans la lutte : c'est ce qui a déterminé le FRAP à mettre sur pied les premiers groupes de combat contre la police fasciste.

En même temps que la lutte révolutionnaire plongeait dans l'effolement le régime fasciste, elle mettait à nu la trahison révisionniste, le pacte passé entre le parti de Carillo et les secteurs les plus « avancés » de l'oligarchie fasciste, dans le cadre de la « junte démocratique ». Est-ce que le secrétaire de ce parti n'est pas allé jusqu'à déclarer à un journal italien que s'il était obligé de condamner Franco à mort, il souhaiterait intimement le voir s'en tirer ? Le PCE n'a pas seulement trahi le communisme, ce n'est même plus un parti anti-franquiste.

L'assassinat des cinq camarades est venu manifester avec éclat cette réalité : le régime ne voit

plus d'issue ; toutes ses tentatives démagogiques ont échoué ; il montre ouvertement ce qu'il n'a jamais cessé d'être en réalité.

## ECHEC À LA TERREUR

Mais la terreur, elle-même, rencontre déjà l'échec. Les exécutions ont été accueillies par la grève générale au Pays Basque ; mais aussi par des arrêts de travail et des manifestations à Madrid, Barcelone, en Galice, à Valence, en Andalousie, dans tout le pays en réalité. Ce n'est pas la peur qu'elles ont suscitée, mais la haine, la volonté de lutte. Dans les villages des martyrs, là où des arrestations massives ont suivi les protestations populaires, des comités se sont créés, les masses se sont organisées pour la riposte.

Pour les semaines à venir, le FRAP ouvre des perspectives aux masses :

- développer la lutte révolutionnaire des masses : une grève générale est prévue pour l'automne, qui démarrera dans le Bâtiment.
- développer la lutte révolutionnaire des groupes de combat : le FRAP appelle les masses à s'organiser partout dans les quartiers et les usines, pour empêcher les arrestations, châtier les tortionnaires.
- renforcer l'unité sur la base d'une alternative populaire au régime : le FRAP propose à toutes les forces qui ne sont pas compromises dans l'alliance avec

l'oligarchie dans le cadre de la « junte démocratique » et de la « convergence démocratique » de s'unir sur la base de trois points :

- contre la répression, les tortures et la peine de mort
- pour la liberté des prisonniers politiques et le retour des exilés
- pour la liberté des peuples d'Espagne.

Des discussions sont en cours avec l'ETA, l'union populaire de Galice, et de nombreux autres groupes. Contre le franquisme et la monarchie, pour la République, contre la « junte » et la « convergence démocratique », une large unité est possible.

*QdP : A l'heure actuelle où le régime franquiste s'affole devant la montée de la lutte révolutionnaire des masses, comment le FRAP voit-il les tâches de solidarité internationale qui sont les nôtres en France ?*

FRAP : Le mouvement de protestation qui s'est développé dans le monde entier a un contenu profondément politique : c'est contre les derniers hitlériens que les masses se sont levées ; les traditions de solidarité avec l'Espagne sont extrêmement puissantes, depuis les Brigades Internationales.

Les différents gouvernements impérialistes d'Europe ont dû, sous la pression des masses, prendre des mesures d'éloigne-

ment par rapport au régime franquiste. Mais ils ont en même temps peur de voir se développer une véritable solidarité avec les révolutionnaires d'Espagne. Après avoir tenté de faire silence sur le FRAP, la presse bourgeoise s'est lancée dans une série de calomnies contre notre Front : de l'Express au Nouvel Observateur, en passant par le Point et France Soir, on cherche à nous présenter comme un « groupe maoïste » coupé des masses, comme des gens qui viennent organiser des attentats en France, et même comme des flics, d'après l'Express.

C'est une attaque des bourgeois impérialistes pour trahir la solidarité des peuples, cacher ce qui se passe en Espagne, tirer un trait sur le problème des assassinats : la motion adoptée à Bruxelles par la communauté européenne ne vise pas d'autre but.

De même que la lutte, en Espagne, ne s'est pas terminée avec les cinq assassinats, bien au contraire, de même, la solidarité doit se développer de façon continue à l'étranger. Les peuples du monde ont un rôle important à jouer en soutenant notre combat. Il ne faut pas compter sur les gouvernements : il faut s'organiser en comités de masse, démasquer les calomnieux, exiger la rupture des relations diplomatiques.

Le FRAP soutiendra toutes les initiatives allant dans ce sens.

# " nous libérerons la Palestine "

Le kibboutz de Kyriath Shmoneh, dans le nord de la Palestine occupée depuis 1948, reçoit une telle quantité d'obus et de fusées Katiouchas de l'artillerie palestinienne, que les Palestiniens l'ont surnommé « Kyriath Katioucha ». Kyriath Katioucha est aujourd'hui quasiment détruit. C'est à partir de bases situées dans la zone frontalière libano-palestinienne, et principalement dans la région montagneuse du Arkoub, que les artilleurs palestiniens pilonnent régulièrement le dispositif militaire formé par les kibboutz, dans le nord de leur patrie occupée.

## DES BASES DU SUD-LIBAN...

Lors de notre visite à Bordj-el-Chamali, en août, des combattants du FPLP affichaient les portraits de trois de leurs camarades, devant la population palestinienne du camp, qui commençait à se masser devant l'entrée de la base. Deux jours plus tôt, partis pour attaquer un kibboutz en Haute-Galilée, les trois combattants avaient été repérés après le passage de la frontière ; encerclés, ils réussirent à détruire avec leurs roquettes trois auto-mitrailleuses et un transport de troupes, tuant seize soldats ennemis avant d'être anéantis par l'aviation israélienne.

Un barrage électrifié a été construit par les sionistes le long de la frontière, à l'intérieur du territoire libanais, au lendemain de la guerre d'octobre 73. Des milliers de soldats sont mobilisés par les autorités sionistes pour garder cette frontière : pour qu'ils aient le moral, on les relève toutes les deux heures et on diffuse de la musique par haut-parleur. Mais, tout cela ne parvient pas à empêcher les infiltrations. Les

commandos de fedayin et aussi des membres des milices populaires continuent de passer, soit pour faire des opérations, soit pour ravitailler en armes et en munitions les réseaux permanents de l'intérieur.



Une base mobile du Fath dans la région de Nabatieh... A LA LUTTE EN PALESTINE OCCUPÉE

Les bases du sud-Liban sont, avant tout, des bases d'appui à la lutte en Palestine. Chaque mois, les dizaines d'opérations en Palestine, relayées par l'agence de presse palestinienne Wafa, s'ajoutent aux attaques, à partir du sud-Liban. Ce sont toutes des opérations effectuées par des réseaux de combattants stationnés en Palestine même, où ils mènent un combat difficile, changeant sans cesse de lieu, se cachant dans les montagnes mais, tenant avec l'appui de familles palestiniennes qui les ravitaillent, comme nous l'a expliqué un de ces combattants qui viennent se soigner ou prendre des périodes de repos au sud-Liban avant de regagner la Palestine.

« Le point central, nous a dit le responsable de la région du FPLP, près de Sour, c'est la lutte à l'intérieur des territoires occupés, pas à l'extérieur. La direction politique du Front a donné comme direc-

tion à poursuivre la lutte, le même attachement à l'objectif stratégique de la libération de toute la Palestine. L'accord sur le Sinai était sur le point d'être signé, la colère était grande.

« Nous n'avons pas pris les armes avec l'autorisation de Sadate ». La Résistance refuse que Sadate efface l'acquis de plusieurs années de lutte. « Nous sommes des combattants qui portons le fusil et nous savons pourquoi ».

« Nous avons dit depuis longtemps notre point de vue sur les solutions séparées : elles divisent les Arabes, elles maintiennent l'occupation impérialiste et elles visent à arracher la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Etats arabes ».

Depuis octobre 73, l'Union Soviétique, tout en garantissant l'existence de l'Etat d'Israël, défend ouvertement l'idée de la création d'un

## UNE MÊME VOLONTÉ

Dans les bases du Fath, du FPLP et d'autres organisations de la Résistance, que nous avons visitées, nous avons trouvé une même déter-

« Je porte le fusil depuis 36. J'ai fait énormément de combats. Je me souviens d'un combat en 48, à Nabi You Chah, au nord de la Palestine, où nous avons été trahis par les chefs arabes qui nous ont demandé d'arrêter la lutte ».

« J'ai combattu en Algérie, contre les colonialistes français, de 50 à 62. Puis, je suis revenu. De 48 à 65, malgré les difficultés, j'ai toujours pensé que le peuple palestinien retrouverait son honneur ».

Dans les bases, les fedayin n'ont souvent guère plus de 20 ans, certains même 14 ans. Mais on y rencontre parfois des vétérans comme Kamal Abou Dora, 50 ans, dans une base du Fath au sud de Jouaya.

On évoque les dangers de la situation. « Après l'accord sur le Sinai, nous dit-on, l'impérialisme va travailler vite pour liquider les forces révolutionnaires palestiniennes et celles du Dhofar parce que ce sont les deux forces armées révolutionnaires essentielles dans le monde arabe. L'impérialisme pourrait s'accommoder d'une OLP désarmée, ils vont forcer les Palestiniens à mettre le fusil de côté ». On rappelle les mots du ministre français Sauvagnargues, lorsqu'il est passé au Liban : « Les Palestiniens ont la carrure d'hommes d'Etat, sous-entendu, un homme d'Etat ne porte pas de fusil. « Alors, tu dois mettre ton fusil de côté pour aller à Genève. Nous disons : nous allons lutter contre n'importe quelle pression, continuer à lutter pour libérer notre terre ».

On compte aussi sur le soutien des forces révolutionnaires en Egypte. « Il faut qu'elles renforcent leur lutte contre le régime égyptien. On s'attend à ce que le mouvement nationaliste et progressiste renaisse d'abord dans l'armée égyptienne ».

Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza dont l'existence serait réglée par l'accord des grandes puissances et notamment des deux super-puissances.

On compte aussi sur le soutien des forces révolutionnaires en Egypte. « Il faut qu'elles renforcent leur lutte contre le régime égyptien. On s'attend à ce que le mouvement nationaliste et progressiste renaisse d'abord dans l'armée égyptienne ».

On compte aussi sur le soutien des forces révolutionnaires en Egypte. « Il faut qu'elles renforcent leur lutte contre le régime égyptien. On s'attend à ce que le mouvement nationaliste et progressiste renaisse d'abord dans l'armée égyptienne ».

On compte aussi sur le soutien des forces révolutionnaires en Egypte. « Il faut qu'elles renforcent leur lutte contre le régime égyptien. On s'attend à ce que le mouvement nationaliste et progressiste renaisse d'abord dans l'armée égyptienne ».

DEMAIN FIN DU REPORTAGE DE JEAN PAUL GAY

## A PROPOS DU LICENCIEMENT INDIVIDUEL UNE LETTRE DES CAMARADES DE BRANDT

Des syndicalistes CFTD de Brandt-Lyon, nous écrivons après la lecture du bloc-notes sur le licenciement individuel, pour nous faire part de la lutte qu'ils mènent pour faire appliquer la loi.

«A la suite du premier (et du dernier) licenciement effectué en décembre 73 avec la nouvelle loi, la section CFTD avait mis à profit les trois jours que donne la procédure pour mobiliser les travailleurs.

Mais la nouvelle procédure avait créé un désarroi parmi les travailleurs qui ne comprenaient pas ce qui se passait, et le licenciement n'avait pas pu être empêché.

A la suite de cela, la section avait fait une brochure expliquant la nouvelle loi, les droits qu'elle donnait, et les pièges que cela comportait.

Il y a deux pièges :

Pendant les trois jours que dure la procédure, le patron n'a pas le droit de dire qu'il licencie. Ces trois jours peuvent être mis à profit de deux façons : celle qui consiste à dire «le patron ne dit pas qu'il licencie. On s'en occupe. Attendez de connaître la décision». Si bien qu'à la fin, la direction a eu le temps de faire courir des tas de rumeurs et de démobiliser. La bonne, celle qui consiste à dire, au contraire «attention, un licenciement en cours qu'il faut empêcher» et à développer une mobilisation importante et dissuasive.

Depuis qu'on a montré le bon usage à faire de cette loi, le patron ne s'aventure plus à appliquer la loi !

Non, il ne licencie plus, il fait autrement :

• soit par le biais des «départs volontaires», provoqués par une répression, une brimade, une persécution systématique de ceux dont il veut se débarrasser ;

• soit en convoquant un travailleur pour lui tenir un discours du type : «Vous avez fait telle chose, c'est contraire au règlement intérieur que vous avez signé avec votre contrat. Donc vous vous êtes placé en dehors du contrat. Donc vous ne faites plus partie du personnel. Voici votre compte, signez ce papier ».

Dans un cas, où le travailleur a pu s'échapper, et demander avis à son délégué, la direction n'a pas insisté. Le procédé est illégal, le raisonnement faux. Il s'agit simplement d'un licenciement pour faute grave, au pire. Mais certainement d'un licenciement qui relève de la procédure !

## feuilleton

### Résumé :

C'est une vie très dure que mènent les colons. Au lieu du «paradis» promis, c'est un travail pénible qu'ils trouvent.

La plupart des colons venaient de Paris. Ils en avaient fréquenté les écoles, y avaient fait leur apprentissage puis étaient entrés en atelier. On comprend que la culture devait leur sembler pénible. Ils rentraient chez eux aux heures des repas épuisés de fatigue, la figure hâlée, les vêtements en lambeaux et souillés par la terre. Ne trouvant qu'un morceau de pain de munition et un bouillon maigre pour se sustenter, l'homme réfléchissait qu'après avoir bien sué, bien peiné, son travail ne paraissait pas. La femme voyant son mari découragé se disait : qu'allons-nous devenir en attendant la récolte ?

Les malheureux se rendaient compte alors que l'Afrique ne ressemblait guère au tableau en-

# la course à l'échalotte

«Le grand blond avec une chaussure noire» a fait recette ; «la moutarde me monte au nez» aussi ; la «course à l'échalotte» va être tout aussi largement suivie. Si nous sommes nombreux à aller voir Pierre Richard, c'est parce qu'il y a toujours dans ses films au moins une ou deux scènes qui font rire et, aujourd'hui, c'est devenu rare de trouver un film qui ne soit pas un navet pornographique. La preuve en est que beaucoup de parents ont emmené leurs enfants voir «la course à l'échalotte».

L'avis de tous en sortant, c'est que depuis quatre ans, les films de Richard et les scénarios que réalise pour lui Claude Zidi sont moins bons, dans le sens où ils font moins rire. S'agit-il vraiment de cela ?

### PIÉTINEMENT DU COMIQUE :

Ce que veut faire Richard, depuis ses premiers films, c'est réactualiser les gags des personnages comme Buster Keaton. Le distraire avec sa gaucherie qui conduit innocemment tout son monde dans des catastrophes rocambolesques, on le retrouve dans le «Distrait», comme sous les traits du musicien, agent secret malgré lui, et du professeur de mathématiques qui sème la panique chez les bourgeois et dans son lycée. A chaque fois, ce sont les mêmes situations qui sont reproduites, ce qui change, c'est le fond d'actualité qui sert le numéro de la vedette. A la lassitude de voir répéter à chaque fois le même «humour», s'ajoute le nouveau fond social sur lequel Claude Zidi veut que s'appuie «le grand dadaï».

Dans la «course à l'échalotte», nous avons droit à quelques scènes burlesques lorsque Pierre Richard traverse une banque, le pied coincé dans une cuvette de W.C., ses mimiques font rire, tout comme ses paniques de directeur de la 20<sup>e</sup> Century Bank, qui l'amène à simuler des attaques pour tester son personnel.

Il en est de même, lorsque le grand dadaï est aux prises avec des travestis, mais finalement sur 1 h 30, il n'y a que 10 mn de rire. Ce qui est lassant, est-ce le fait que les sauts désordonnés, les gaffes de Pierre Richard ne sont pas nouvelles, que l'humour que la bourgeoisie accepte

de diffuser a ses limites, c'est certain. Mais il n'y a pas que cela. Les films «comiques» sont, la plupart du temps un excellent support à sa propagande du moment, et rapidement, dans la «course à l'échalotte», on s'en aperçoit. Venu pour un délassement, le spectateur se voit imposer la propagande et la vision de la société qu'elle veut lui donner.

### GANGSTERS ET HOMOSEXUELS

Pierre Richard joue le rôle d'un directeur de banque. Comme France-Soir et Poniatowski nous le rappellent sans cesse, il risque avec tous les délinquants d'être dévalisés. C'est effectivement ce qui se passe ; il se trouve alors obligé d'entamer une poursuite qui le conduira en Angleterre. L'objet de sa poursuite : des documents qui mettent son possesseur à la tête d'une immense fortune. Le voleur : un homosexuel qui se cache parmi les travestis de la troupe de l'Alcazar. Le voleur n'est pas le seul du genre : nous évoluons durant tout le film dans ce milieu là. Tous les personnages qui font le déroulement de l'histoire sont homosexuels ; du riche monsieur volé au protecteur du voleur. Il n'y a bien que Pierre Richard (Pierre Vidal, dans le film) pour échapper à la règle, puisqu'il partage son aventure avec une coiffeuse, Jeannette (Jane Birkin).

La plupart du temps, dans la seconde moitié du film, les gags et aventures de Vidal, n'arrivent pas à effacer les idées qui ne manquent pas de s'installer sur ce monde où vraiment, comme on le dit à la télévision, il n'y a bien que des gangsters et des pervers. D'ailleurs être gangster, la fin du film nous le dit, c'est dans la vie, puisque Vidal, pour se venger de son directeur, signe les fameux documents volés. C'est dans la logique des choses.

Claude Zidi, il y a un an, donnait comme trame à «la moutarde me monte au nez», les élections. Le père de Richard ressemblait à Royer. Aujourd'hui, il a choisi les gangsters et les travestis. C'est un spectacle qui n'a rien de réjouissant, ces «artistes» de l'Alcazar, et, quand on nous parle de gangster, on connaît la façon dont Poniatowski s'en empare. La «course à l'échalotte» ne parvient pas à nous faire rire.

## programme

### MERCREDI 15 OCTOBRE

#### TF 1

- 13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI - émission pour les jeunes
- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE - L'information sexuelle à l'école
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ÉLEUSIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - CÉCILE OU LA RAISON DES FEMMES
- 21 h 30 - DES MILLIONS DE LIVRES ECRITS A LA MAIN - émission de Pierre Dumayet
- 22 h 20 - JIRI PELIKAN - émission de Frédéric Towarnicki
- 23 h 15 - JOURNAL

#### A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - MANNIX
- 21 h 25 - C'EST A DIRE
- 22 h 25 - JOURNAL

#### FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
- 20 h 30 - A LA REDECouverte DU CINEMA FRANCAIS - «Derrière la façade» - film français de Georges Lacombe (1939)
- 22 h 00 - JOURNAL

### JEUDI 16 OCTOBRE

#### IT 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ÉLEUSIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS - Feuilleton d'après les personnages d'Alexandre Dumas
- 21 h 30 - DOSSIERS IT 1 «AU TEMPS DE LA VIEillesse»
- 22 h 20 - ALLONS AU CINEMA
- 22 h 50 - JOURNAL

#### A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - PUZZLE POUR DEMONS - film TV d'après le roman de Patrick Quentin
- 21 h 55 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE - émission de Michel Lancelot
- 23 h 10 - JOURNAL

#### FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 30 - ALTITUDE 10 000 - jeu d'Alain Jérôme et Pierre Vignal
- 21 h 30 - UN FILM, UN AUTEUR - «LOVE» film anglais de Ken Russell (1967)
- 23 h 40 - JOURNAL

# memoires et aventures d'un proletaire

chanteur qu'avait dépeint l'orateur de la mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement ; les fruits sauvages en abondance, enfin tout ce qui convient au colon, tous ces mirages qu'on avait entrevus à Paris, s'évanouissaient en fumée. Cette désillusion ne contribua pas pour peu aux accrocs donnés à la fidélité conjugale.

L'officier, qui avait déjà jeté son dévolu, venait faire patte de velours en fumant un cigare et quand il changeait de camp ou de garnison, il emmenait avec lui la femme du colon. Celui-ci, en rentrant chez lui, trouvant le foyer déserté, prenait le parti de se rapatrier. Presque toutes les jolies femmes du convoi disparaurent ainsi l'une après l'autre et parmi elles figuraient des mères de trois enfants. Peu de temps après, quelques-unes de ces femmes entrèrent dans les maisons publiques d'Oran. La femme est un enfant qui n'a pas la force de supporter les

privations à côté du luxe ; l'oisiveté de l'officier est donc une plaie sociale.

Parmi les colons, il y en avait qui, nés à la campagne, avaient pratiqué la culture dans leur enfance. Ces derniers se remirent au travail et tinrent bon, mais ils eurent à lutter contre des difficultés d'un autre genre. On donnait une charrue, une herse, une voiture pour deux familles. La voiture seule suffisait pour ce double service ; mais on n'attribuait qu'un bœuf à chaque famille. Les bœufs algériens sont robustes, mais petits ; la moitié d'entre-eux se refusent au travail. Si on veut les forcer, ils se couchent. On a beau les battre, leur rompre la queue, leur infliger mille tortures, rien n'y fait. J'en ai vu qui auraient mieux aimé se laisser brûler tout vifs que de se relever. Le colon, obligé de maltraiter son bœuf pour lui apprendre à travailler, en venait rarement à bout. Du reste ces bœufs qui se

couchent ne servent pas à grand chose ; il est préférable de les engraisser pour la boucherie ; mais le colon n'avait pas le droit de disposer de son bœuf, il lui était interdit de le vendre pour en acheter un autre ; quant au colon qui possédait un bœuf disposé pour le travail, il était également paralysé. Il aurait fallu trois paires de bœufs pour manœuvrer dans ces terres fortes, les grosses charrues confiées par la direction de la Colonie. On peut juger par là de l'incapacité de l'administration.

Comme nous l'avons dit plus haut, les chefs civils et militaires ne poursuivent d'autre but que l'épaulette et la solde y compris les bénéfices qui s'y rattachent. C'est tout au plus si l'on peut citer deux ou trois bons administrateurs dans les ministères. Pour faire prospérer une colonie, on devrait choisir des cultivateurs et des vignerons qui

aient acquis une petite aisance et réalisé quelques économies ; ceux-là seuls sont capables de bien administrer. Au contraire, on avait proposé à la direction de chaque village un capitaine ou un lieutenant qui n'avait pas la moindre connaissance agricole. Les colons qui se trouvaient sous la pression ignorante d'un militarisme, n'osaient pas se plaindre. Un gouvernement intelligent aurait autorisé les colons à se réunir le premier dimanche de chaque mois pour discuter sur les intérêts de la colonie ; ils auraient rédigé des réclamations motivées qui auraient éclairé le ministre. Mais les réunions étaient contraires à la politique de l'époque ; les colons auraient pu s'aviser de réclamer des réformes suspectes telles que l'ouverture d'écoles pour leurs enfants, et les vainqueurs de juin ne tenaient à régner que sur des brutes.

(à suivre)

# GISCARD EN U.R.S.S.

## FRANCE-URSS QUAND ON PARLE AFFAIRES

LES ECHANGES FRANCE-URSS

Giscard s'emploie à renforcer l'impérialisme français en lui trouvant, en URSS, des marchés : les exportations françaises vers l'URSS, si elles ne représentent encore que 2% du total en valeur, ne cessent de se développer. En outre, il ne faut pas se laisser abuser par la faiblesse du pourcentage, car, pour plus de la moitié, elles sont composées de biens d'équipement (machines, usines et technologies) qui sont le type même des marchés que convoitent aujourd'hui les capitalistes français, dans le cadre du « redéploiement » de leur industrie.

Le MOCI (organe du commerce extérieur) cite, parmi les projets importants français ou parmi les réalisations déjà en cours, 6 grandes affaires : les usines Moskvich et des camions Kamaz, fournies par Renault sont bien connues. Mais il y a également la fourniture de divers équipements de traitement du gaz naturel, à Orenbourg (Oural), qui doit être terminée en 1979 ; les usines d'ammoniac en Ukraine et en Sibérie, fournies par Creusot-Loire, pour plus d'un milliard de francs (contrat signé en juillet 1974) ; l'usine de polystyrène d'Omsk en Sibérie.

Lors du voyage de Chirac, en mars 1975, à Moscou, celui-ci a annoncé, à son tour, 13 milliards de contrats dont certains étaient déjà signés, d'autres en projet : comme la fourniture par Pechiney-Ugine-Kuhlmann du plus grand complexe de production d'aluminium du monde. Si tous les contrats ne sont pas fermes, les échanges France-URSS ont pourtant augmenté de 36% pour le premier trimestre 1975 par rapport à 1974, alors que les exportations françaises croissaient, elles, de 11% en moyenne. Les accords signés en décembre 1974, à Rambouillet par Brejnev et Giscard, prévoient, entre autres, un doublement des échanges de 1975 à 1979. C'est à dire l'intérêt porté par la bourgeoisie au voyage de Giscard, que Paul Richard, PDG de Thomson, qualifiait de « très important » à France-Inter, dimanche, à son retour d'un long démarçage en URSS.

LES INTERETS DE L'URSS

De son côté, l'URSS fournit pour l'essentiel des matières premières (uranium enrichi, pétrole, gaz naturel). L'essentiel, pour elle, tient dans l'importation de ces biens d'équipement que son économie parasitaire est incapable de produire : engagée à fond dans la course aux armements, elle a des dépenses militaires équivalentes à celles des USA, pour un produit national inférieur de moitié. On a calculé que 60% des industries soviétiques tournent à des fins militaires ; elles ne peuvent, de ce fait, satisfaire les besoins en biens civils qu'elles achètent dans les autres pays impérialistes.

Dans ce courant d'échange entre l'URSS et l'Europe de l'Ouest, la première met à profit trois facteurs favorables : d'une part, l'étendue de son territoire qui lui permet de disposer de réserves de matières premières à bon marché ; ainsi les

Etats Unis imposaient-ils leur charbon à l'Europe après la deuxième guerre mondiale. Mais aussi l'existence de sa zone de domination d'Europe de l'Est, qui lui permet de se rattraper des prix de dumping



Des produits de luxe... pour qui ?

SUITE DE LA PAGE 1

européenne autonome». Peu auparavant, le 19 mai, la Pravda s'en prenait d'un côté à Chirac pour ses déclarations contre la politique des blocs.

Où est la vérité ? C'est que les blocs sont bons pour l'URSS, quand il s'agit du sien, et mauvais quand il s'agit de celui de son concurrent.

Devant ces attaques soviétiques, Giscard d'Estaing en venait au mois de mai à «comprendre les craintes que suscitent pour l'Union Soviétique, les projets de défense européenne». Ainsi, alors que la France a procédé à un réajustement de sa politique exté-

rieure, plus orientée aujourd'hui vers le compromis avec les USA, elle en vient dans le même temps à faire des concessions à l'URSS, tant son besoin est grand d'exporter dans tel secteur des moyens de production, où le marché soviétique est largement ouvert : mise en concurrence avec ses rivaux européens également en crise, soumise à la pression de la menace militaire soviétique, la marge d'indépendance de notre bourgeoisie est de plus en plus réduite vis-à-vis des deux super-puissances. Il est de plus en plus clair que notre prolétariat, notre peuple, ne peuvent s'en remettre à la bourgeoisie pour défendre l'indépendance nationale.

Jean LERMET

### LUTTE DE CLASSES EN URSS

Les ouvriers soviétiques, les peuples des nationalités de l'URSS qui subissent aujourd'hui, à nouveau, l'oppression capitaliste ne se taisent pourtant pas. Comme sur n'importe quelle chaîne capitaliste, l'ouvrier russe repose par l'absentéisme : le taux varie entre 20% et 30% en moyenne. Mais aussi la grève perlée : elle a fait perdre 59 millions de journées de travail en 1972, deux fois plus que les grèves aux USA, et la presse soviétique l'avoue officiellement. Grèves et manifestations ne cessent pas, allant parfois, comme en 1972, jusqu'à l'attaque de masse contre les bâtiments du parti et de la police, en Lettonie et en Lituanie. Et le renforcement de la police est là pour montrer la croissance de la révolte populaire : installations de bureaux spéciaux de sécurité, organisation du mouchardage dans les quartiers, présence policière à l'usine, dans les fermes. Le « règlement de détention préventive » de 1969 permet d'éliminer les travailleurs révolutionnaires, qualifiés de « criminels politiques dangereux ».

pratiqués sur les marchés occidentaux : le pétrole soviétique coûte trois ou quatre fois plus cher en Hongrie qu'en France ou en Allemagne de l'Ouest. Enfin, face à des partenaires moins puissants, elle utilise la crise qui traverse les économies capitalistes occidentales pour mettre en concurrence ses fournisseurs, en position d'infériorité, par rapport à elle : les multiples concessions politiques auxquelles à consenties, par exemple, la bourgeoisie Ouest-Allemande, signant une série de traités dans le cadre de « l'ouverture à l'Est », ont été les conditions de sa percée sur le marché soviétique.

### laos

#### 30<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance grande fête de la victoire

« Le soulèvement pour la prise de pouvoir de notre peuple est achevé et dorénavant notre nation est totalement libérée » proclame le Front patriotique Lao.

Plus de cent mille personnes, ouvriers de Vientiane, paysans de la région, ont assisté à un immense meeting dans la capitale, célébrant à la fois le trentième anniversaire de l'indépendance et la libération totale du Laos. A Viengsay, dans l'ancienne zone libérée se sont déroulées les manifestations officielles avec le prince Souphanouvong, et le dirigeant du Parti Révolutionnaire Lao, Kaison Phomvihane.

Immense mobilisation de masse, dans un pays de deux millions d'habitants : depuis le 5 mai 1975, tous paysans, employés, ouvriers des villes contrôlées par la droite se sont soulevés pour prendre le pouvoir.

A l'occasion de cette fête, le Comité Central du Front Patriotique Lao, a révélé le rôle décisif joué par le Parti Révolutionnaire Lao. Notamment c'est lui, qui le 5 mai 1975, jugeant que la situation était favorable, du fait des mouvements de masse importants depuis la signature des accords de Vientiane, et de la victoire des peuples vietnamien et cambodgien, a lancé l'appel au « soulèvement des masses populaires pour la prise du pouvoir ».

Ce soulèvement a permis d'éliminer la droite réactionnaire soumise aux Etats Unis, et d'établir un vrai pouvoir populaire, qui apporte au Laos la paix et la démocratie. Dans les rues de Vientiane aujourd'hui ne parquent plus les mercenaires de la CIA. Les milices ouvrières patrouillent et assurent la sécurité.

### cambodge

#### une campagne inspirée par d'anciens corrompus

Ce sont d'anciens nobles, de grands bourgeois qui fournissent à la presse française ses témoignages sur la situation au Cambodge. Certains d'entre eux étaient à la tête des circuits de corruption avant 1970. Ayant appartenu un temps à la suite de Sihanouk, ils choisissent aujourd'hui de se fixer en France parce qu'ils savent qu'ils ne retrouveront plus au Cambodge, la vie facile et corrompue qu'ils menaient autrefois. Sihanouk a fait d'autres choix ; il a choisi de se ranger aux côtés de son peuple. « Il y a des gens qui voudraient... de belles jaguars, j'aimais aussi les jaguars... Nous menons une vie calme... Nous n'avons plus de

night-clubs, nous n'avons plus de bars avec des taxi-girls... c'est très bien... Je dois m'adapter à l'évolution du Cambodge... Si je n'avais pas eu évolué la monarchie achèverait sa course... dans le déshonneur... Je n'ai rien à reprocher aux khmers rouges, c'est pourquoi je ne peux être anti khmer rouge... » La presse française fait presque unanimement silence sur ces déclarations de Sihanouk, fidèle à ses engagements de 1970 et à ceux qui ont répondu à son appel, pour mieux mener sa campagne anticambodgienne. Elle préfère s'adresser aux éléments qui ont décidé de « finir leur course dans le déshonneur ». G.C.

## en bref..

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA COREE DU SUD

Le Dahomey a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec la Corée du Sud. En revanche, depuis quelques mois, l'URSS établit des rapports de plus en plus officiels avec la Corée du Sud. Après une réception de sportifs sud coréens à Moscou et des contacts à New-York, le Chef de la délégation coréenne à New-York a envisagé l'ouverture de relations diplomatiques entre les deux états.

MANIFESTATION A PANAMA POUR LA RECUPERATION DE LA ZONE DU CANAL

Plus de cent mille panaméens venus de toutes les parties du pays ont tenu un grand rassemblement pour exiger la récupération de la souveraineté sur la zone du canal, à laquelle s'accrochent les Etats Unis.

GRANDES GREVES EN FINLANDE

Depuis le début de septembre, 300 ouvriers d'une compagnie chimique sont en grève, le 29, les ouvriers de six autres entreprises chimiques ont déclenché une grève de solidarité. Le 26 septembre, les ouvriers d'une entreprise de caoutchouc ont commencé une grève contre des retenues de salaires. Le 9 octobre, 100.000 ouvriers du bâtiment se sont mis en grève contre les licenciements, pendant une journée.

ESPAGNE : CONFERENCE DE PRESSE D'OFFICIERS ESPAGNOLS

Lundi s'est tenue une conférence de presse, d'une organisation d'officiers espagnols, « l'Union Militaire Démocratique ». Ils sont en contact avec la Junte démocratique, du PCE et des monarchistes, et avec la Convergence démocratique du PS. Leur programme : une constitution « permettant à l'Espagne de s'intégrer à l'Europe ».

L'armée n'est plus totalement unie derrière Franco ; mais le programme de l'UDM la présente comme un moyen de pression supplémentaire, du PCE et du PS, qui eux aussi veulent une intégration de l'Espagne à l'Europe capitaliste.

PORTUGAL : LES DIFFICULTÉS DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Dans un discours prononcé lundi soir, l'amiral Pinheiro de Azevedo, premier ministre, a déclaré : « sans forces armées, il n'y a pas d'autorité, et sans autorité, il n'y a pas de gouvernement ». C'est la principale difficulté rencontrée par son gouvernement : l'insubordination d'une masse importante de soldats liés au mouvement des masses. Ce qui rend difficile pour la bourgeoisie l'instauration d'une « période de relative austérité ». Dans ces conditions, le « Parti Populaire Démocratique », situé encore plus à droite que le PS, exige une répression systématique dans les casernes et dans la rue. Le PS s'est plaint qu'il « met en question l'existence du ministère ». La politique du PS de répression « mesurée » des masses est en train de faire fiasco, et pourrait laisser rapidement face à face les masses populaires et une réaction agissant à visage découvert. La politique du PCP dans ces circonstances consiste de plus en plus à s'infiltrer dans le mouvement des masses en vue de préparer son retour au pouvoir, sur la base du même programme « d'austérité ».